

DIRECTION DE
L'INDUSTRIE DES MINES
ET DE L'ENERGIE DE
NOUVELLE-CALÉDONIE

Service Industrie

1^{er} rue Unger
BP 465
98845 NOUMÉA CEDEX

Téléphone : 27 02 30

Télécopie : 27 23 45

affaire suivie par

Ligne secrétariat : 27 02 96

Le chef de service

à

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ IRN
32, RUE COLNETT - MOTOR POOL
BP 2990
98 846 NOUMÉA CEDEX

Nouméa, le

25 JUIN 2010

N° CS 10-3160-SI-1615 DIMENC

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Dossier n°CE07-3160-791/TDESI_0024

Réf : Courrier du 7 janvier 2010 relatif à votre dossier de demande d'autorisation
d'exploiter une imprimerie – commune de NOUMÉA

Monsieur le directeur,

Par courrier cité en référence, vous m'avez transmis votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter une imprimerie sise 32 rue Colnett Motor Pool – commune de NOUMÉA.

Après examen, il s'avère que votre demande d'autorisation n'est pas conforme au regard des dispositions de l'article n° 413-6 du code de l'environnement de la province Sud.

En conséquence, je vous invite à régulariser votre dossier de demande d'autorisation dans un délai de 3 mois et à l'adresser à Monsieur le Président de l'assemblée de la province Sud – direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de Nouvelle-Calédonie – service de l'industrie - BP 465 – 98845 Nouméa cedex, en tenant compte de l'avis de l'inspection des installations classées ci-joint. Dans l'attente, l'instruction de votre demande est suspendue.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma parfaite considération.

Le Chef du service de l'industrie
Inspecteur des installations classées



Justin PILOTAZ

PJ : 1 avis

DIRECTION DE
L'INDUSTRIE DES MINES
ET DE L'ENERGIE DE
NOUVELLE-CALÉDONIE

Service Industrie

1^{er} rue Unger
BP 465
98845 NOUMEA CEDEX

Téléphone : 27 02 30

Télécopie : 27 23 45

affaire suivie par

Ligne secrétariat : 27 02 96

Nouméa, le 2^e JUIN 2010

N° CS 10-3160-SI-1615 DIMENC

**AUTORISATION
IMPRIMERIE**

Dossier n°CE07-3160-791/TDESI_0024

**Lieu-dit : 32 rue Colnett - Motor Pool
Commune : NOUMEA
Exploitant : IRN**

AVIS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courrier en date du 7 janvier 2010, vous avez transmis à l'inspection des installations classées (direction de l'industrie, des mines et de l'énergie), pour examen et avis, la demande d'autorisation présentée par la société IRN concernant l'exploitation d'une imprimerie - commune de NOUMEA.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation au titre du code de l'environnement de la province Sud, notamment par référence à la rubrique n° 2450 « Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc..., utilisant une forme imprimante » de la nomenclature du code précité.

A l'examen du dossier présenté, il s'avère que celui-ci est incomplet et irrégulier au regard de l'article 413-6 du code précité. L'examen des différentes pièces et aspects du dossier transmis s'effectue dans le cadre de l'article 413-4 de ce code.

En conclusion, il est proposé d'inviter le pétitionnaire à régulariser son dossier de demande pour tenir compte des observations formulées.

Objectifs de régularisation du dossier de demande

Afin d'établir la recevabilité de votre dossier, condition préalable à tout lancement d'enquêtes, des réponses pertinentes doivent être apportées aux remarques et observations formulées ci-après.

D'une façon générale, les termes utilisés pour désigner les matières utilisées et stockées par l'exploitant divergent d'une partie à l'autre du dossier. Ces dénominations doivent être mises en cohérence.

En outre, il est demandé plus de rigueur dans le dossier : trop d'incohérences et de références à d'autres dossiers (La Restauration Française, Etablissements Bargibant) apparaissent pour qu'il soit jugé sérieux aux yeux du public et de l'administration.

De plus, un certain nombre de références réglementaires est à compléter, rectifier ou à mettre à jour.

1. Dossier de demande et pièces jointes

• Critères de classement :

- Les unités utilisées pour évaluer les stockages doivent être cohérentes avec les unités de la nomenclature ;
- Le volume de liquides inflammables à prendre en compte dans la rubrique 1432 doit intégrer le volume maximal de stockage de tous les produits stockés ou devant être transférés dans ce local, que ce soit des matières premières ou des déchets ;
- Le nombre de pompes indiqué dans la rubrique 1434 doit être mis en cohérence avec les informations indiquées dans le corps du dossier ;
- Les volumes indiqués dans la rubrique 1530 doivent être mis en cohérence avec les informations indiquées dans la description des consommables et matières premières ;
- La consommation indiquée dans la rubrique 2450-3 doit être mise en cohérence avec l'information indiquée dans la description des consommables et matières premières ;
- Dans le tableau de classement, la référence de la rubrique 2950-2 doit être rectifiée.

• Nature et volume des activités

- La description du recyclage des solvants de nettoyage des pièces des équipements des IRN doit être précisée, entre autre les conditions d'emplacement du bac de décantation et filtration (intérieur, extérieur, rétention...), la procédure d'utilisation de ce bac, la procédure de transfert des solvants usés vers la cuve de stockage enterrée, la gestion des déchets issus de la décantation et de la filtration ;
- Des précisions doivent être apportées sur la présence ou non de PCB dans le poste de transformation électrique de l'exploitation ;
- Les informations concernant les compresseurs et les groupes froid (nombre, emplacement, puissance absorbée...) doivent être complétées et mises en cohérence dans les différentes parties du dossier. Si nécessaire les modifications apportées devront être répercutées dans les critères de classement ;
- Le bac de vidange utilisé pour la rotative Sailles et Tison, la canalisation le reliant à la cuve de stockage enterrée ainsi que les vannes prévues doivent être identifiés sur le plan de masse ;
- La liste des consommables et matières premières ainsi que les volumes stockés et les consommations annuelles doivent être repris et mis en cohérence entre autre avec les informations fournies dans le plan de gestion des solvants et l'étude de danger. De plus, les informations sur les rétentions prévues pour les stockages de matières non inflammables mais pouvant générer des pollutions doivent être données dans le dossier ;
- Justifier du classement des encres d'impression dans le chapitre « Carburant pour les engins de manutention » ;
- Le dossier doit apporter les informations techniques permettant de justifier du classement ou non de l'installation dans le cadre de la rubrique 2921.

2. Etude d'impact

Conformément au point II de l'article 413-4 du code de l'environnement de la province Sud, et considérant que le dossier en cours d'instruction est une régularisation administrative, en remplacement de la justification de dépôt de permis de construire, une attestation de la conformité des installations aux permis de construire obtenus doit être fournie.

• Aspects « eaux superficielles et souterraines » :

La gestion des eaux doit être complétée notamment :

- La gestion des eaux de pluie et la gestion des eaux souterraines ne sont pas traitées dans le dossier. Ce point doit être complété ;
- Le détail des eaux récoltées par le réseau d'assainissement n'est pas clair. Des écarts sont constatés entre les différentes parties du chapitre. Ce point doit être revu ;
- Dans le chapitre concernant le risque de pollution industrielle, les informations fournies dans les tableaux doivent être complétées et mises en cohérence avec les informations du texte correspondant et celles fournies dans le chapitre concernant les consommables et matières premières. De plus, la pertinence du tableau fourni dans le chapitre concernant les produits de l'atelier de maintenance doit être justifiée.

• Aspects « déchets » :

L'étude des déchets doit être détaillée, notamment :

- La description des déchets, leur classement ainsi que leur codification doivent être repris ;
- La description des deux cuves de stockage enterrées doit être complétée, entre autre concernant la procédure mise en place pour contrôler l'intégrité de la cuve et les mesures prises pour éviter tout risque de pollution des sols. Le matériau constituant les cuves doit s'inspirer dans la mesure du possible de l'arrêté du 16 juillet 2003 relatif aux imprimeries. Quel que soit le matériau, la compatibilité de celui-ci avec tous les produits stockés et la nécessité d'une cuve ayant une double enveloppe doivent être argumentées dans le dossier. De plus, la fréquence de vidange des cuves ainsi que leur volume doivent être mis en cohérence avec les informations fournies dans le chapitre concernant les principes de fabrication ;
- Considérant la durée de stockage prévue dans le dossier, les conditions de stockage des déchets de type tube fluorescent ainsi que les mesures mises en oeuvre pour le sécuriser doivent être complétées. En l'absence de mesure spécifique, l'exploitant devra réduire sa durée de stockage.

• Aspects « rejets atmosphériques » :

La gestion des rejets atmosphériques doit être complétée notamment :

- La justification de la localisation des cibles potentielles de pollution de l'air doit être revue ; en effet, les cibles localisées ne semblent pas cohérentes avec les orientations globales des vents ;
- L'utilisation des cheminées de l'incinérateur doit être clarifiée ; en effet, le fonctionnement de la rotative est conditionné à l'utilisation des deux cheminées mais une des cheminées est présentée comme la plus couramment utilisée. De plus, le calcul du flux horaire devra être repris, les mesures incluses dans l'étude LBTP de 2006 n'ayant été réalisées que sur une cheminée ;
- Concernant les rejets canalisés, les valeurs limites et la fréquence de contrôle présentées doivent s'inspirer des prescriptions des arrêtés du 2 février 1998 et du 16 juillet 2003, entre autre des cas particuliers décrits dans les arrêtés précités ;

- Une évaluation de la production de gaz à effet de serre doit être présentée dans le dossier, en rapport principalement à l'utilisation de l'incinérateur.

- Aspects « bruits » :

- Les informations sur les appareils susceptibles de générer du bruit et leurs niveaux sonores respectifs sont incomplètes ou contradictoires. Ce point doit être revu ;
- Bien que l'étude de bruit semble avoir été réalisée conformément aux exigences de la réglementation, sont à noter les deux remarques suivantes :
 - comment une mesure prise à 6h00 peut elle être considérée comme effectuée en période sans activité alors que les IRN démarrent leur activité à 4h30 le matin ;
 - les valeurs obtenues sur la position 4 permettent de douter de la pertinence du point choisi pour réaliser la mesure de bruit résiduel (bruit ambiant - bruit résiduel = -11 dB(A) de nuit et -19 dB(A) de jour).

- Aspects « sols » :

- Des précisions doivent être apportées sur la présence ou non de kits d'intervention en cas de fuite sur les équipement de manutention.

- Tableau des actions à entreprendre :

- L'organisation des actions devra être revue afin de réaliser dans des délais les plus courts les mesures réductrices liées à des risques sérieux pouvant concerner les personnes extérieures au site. Une justification technico-économique doit être associée à chaque délai.

3. Etude de dangers

Il est important de noter que l'exploitant est tenu de mettre à disposition sur site toutes les fiches de données de sécurité des produits ou préparations utilisés ou stockés dans son installation. L'annexe 6 doit donc être revue en conséquence.

Pour information, il est rappelé que, bien qu'aucune réglementation n'existe pour l'instant en Nouvelle-Calédonie, un règlement européen encadre l'utilisation des HCFC : les HCFC neufs sont interdits depuis le 1^{er} janvier 2010 et les HCFC recyclés sont tolérés jusqu'au 1^{er} janvier 2015.

- Identification des potentiels dangers :

- Les informations sur la dangerosité des produits d'impression doivent être revues conformément aux fiches de données de sécurité ;

- Evaluation des risques et moyens de réduction :

- Concernant le tableau récapitulatif de la conformité des installations des IRN aux prescriptions des réglementations relatives aux différentes rubriques concernées :
 - Aucune mesure n'est prise au regard de certaines non-conformités des installations ;
 - Il est important de noter que pour les rubriques 1412 et 2450-1, les réglementations prises en compte concernent les installations soumises à déclaration et non celles soumises à autorisation. Il est dans ce cas d'autant plus important de répondre à minima aux prescriptions de ces réglementations ;

- Effets éventuels :

- Concernant l'étude de danger sur la cuve de gaz butane :
 - Dans le cadre de l'évaluation du phénomène de BLEVE, l'hypothèse retenue suivante « 40% du stock prend feu » doit être expliquée. En effet, en s'inspirant de la fiche 5 de la circulaire DPPR/SEI2/CB-06-0388 modifiée du 28 décembre 2006 l'hypothèse prise en compte est le taux de remplissage de la cuve. De plus, aucune information n'est donnée sur les effets missiles potentiels dus entre autre à la présence du mur pare-feu ;
 - L'étude doit être complétée par une évaluation des phénomènes d'UVCE et de jet enflammé (notamment au regard de la fiche 3 de la circulaire précitée) ;
- Concernant l'étude de danger sur le risque incendie et plus particulièrement la modélisation réalisée par la société Fluidyn :
 - Il est nécessaire d'argumenter l'exclusion des produits inflammables stockés dans le bâtiment I ainsi que dans le local de stockage des produits inflammables dans la modélisation, d'autant que ce dernier est inclus dans la zone des effets dominos sur les structures ;
 - Il est nécessaire d'illustrer la conclusion sur l'efficacité des mesures réductrices prévues sur le bâtiment II ainsi que sur les produits inflammables par un complément de modélisation des flux thermiques.

- Effets résiduels :

- La mesure réductrice prise pour améliorer l'accessibilité à l'incinérateur n'est pas suffisante ;
- Consécutivement à la mesure réductrice prise pour la cuve de gaz butane, le dossier doit argumenter de l'absence de risque de formation de poche de gaz résultant d'une fuite.
- Le niveau de gravité pour le Seuil des Effets Irréversibles résiduel doit être rectifié.

- Risques externes :

- L'exclusion du garage du risque incendie externe doit être argumentée ;
- L'évaluation du risque foudre doit s'inspirer de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées et de la circulaire du 24 avril 2008 relative à cet arrêté.

- Résumé non technique :

- Pour la bonne compréhension du résumé, il est nécessaire de préciser le sens des indices de probabilité et de rectifier le niveau de gravité du Seuil des Effets Irréversibles. De plus, le résumé doit être complété des zones d'effets des accidents potentiels ainsi que d'une cartographie des zones de risques significatifs.